

DMITRI MEDVEDEV

Président de la Fédération de Russie

Mesdames et Messieurs,

Je vous suis reconnaissant de m'avoir invité à la première World Policy Conference et je voudrais commencer en saluant la clairvoyance de la France. En concevant il y a presque un an cette Conférence, Monsieur Thierry de Montbrial devait savoir qu'elle coïnciderait, pendant ces jours d'octobre, avec la phase la plus aiguë de la crise financière mondiale.

Depuis déjà deux jours, les discussions poursuivies ici, à la Grange au Lac, ont porté sur les dangereux défis auxquels le monde moderne est confronté. L'objectif est d'apporter des réponses communes à ces défis. Même cette salle, avec ses boudeaux russes et sa décoration savoyarde, nous rappelle l'interdépendance et l'unité du monde, ainsi que l'harmonie et la compatibilité des diverses traditions et cultures de notre continent européen.

Maintenant, permettez-moi de vous faire part de mon point de vue sur le déroulement de certains événements du monde et sur les moyens de résoudre les problèmes actuels. Je voudrais répondre à trois questions : les moyens de surmonter la crise économique actuelle, la situation dans le Caucase, et pour finir j'aimerais dire quelques mots sur la convocation d'une nouvelle conférence sur la sécurité.

Les questions en discussion montrent que le monde a atteint une phase de transition de son développement extrêmement importante. Les événements récents du Caucase ont démontré qu'il est impossible de calmer ou de contenir un agresseur sur la base d'une politique de blocs. Si des actions irresponsables et aventureuses engagées par le régime au pouvoir dans un petit pays (comme c'est le cas pour la Georgie) peuvent entraîner une déstabilisation mondiale, n'est-ce pas la preuve que le système de sécurité international, fondé sur l'unipolarité, ne fonctionne plus?

Il est également évident que l'égoïsme économique est aussi une conséquence de la vision unipolaire du monde et du désir d'être son mégarégulateur. C'est une politique sans issue en termes de développement économique mondial, j'y reviendrai ultérieurement. Mais d'abord, je voudrais expliquer ce qui a conduit à la génération de risques de conflits dans le domaine de la sécurité.

Je pense que les origines de la situation actuelle peuvent être trouvées dans des événements qui se sont déroulés il y a sept ans. C'est au moment où le monde a laissé passer une chance historique, celle de désidéologiser la politique internationale et de créer un ordre mondial authentiquement démocratique. Il a laissé passer cette chance à cause de la volonté des États-Unis de renforcer leur domination mondiale.

Vous vous souviendrez qu'à la suite du 11 septembre 2001, la Russie et de nombreux autres États n'ont pas hésité à manifester leur solidarité avec les États-Unis. Nous ne l'avons pas fait seulement par volonté de combattre le terrorisme (ce qui est naturel), mais également pour montrer notre volonté de surmonter les divisions que la Guerre froide avait créées dans le monde.

Cependant, après le renversement du régime des Talibans en Afghanistan, les États-Unis ont entrepris une série de mesures unilatérales sans concertation avec les Nations unies, ou même avec certains de leurs partenaires. Il suffit de mentionner la décision de se retirer du traité AMB et l'invasion de l'Irak.

Le résultat est une tendance à l'augmentation des divisions dans les relations internationales. Ceci s'est manifesté dans la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo et dans la relance de facto de la politique de dissuasion si à la mode pendant le 20^e siècle.

Des bases militaires ont été installées le long de nos frontières. La troisième zone de déploiement de missiles anti-missiles (ABM) est en cours de création sur les territoires de la République tchèque et de Pologne. Certes, le nombre

de missiles anti-missiles sera limité, mais à quoi sont-ils destinés, pourquoi sont-ils déployés? Et, encore une fois, qu'est-ce qui empêchait les États-Unis de consulter d'abord ses alliés?

Bien sûr, aucun de ces pays isolément ne représente une menace pour la Russie. Mais quand une telle décision est prise de cette façon, sans consultations, notamment avec ses partenaires de l'OTAN et de l'UE, c'est à dire sans aucune concertation au sein de l'Europe, nous ne pouvons nous empêcher d'imaginer que demain pourraient être prises de nouvelles décisions de déployer encore davantage de systèmes de défense anti-missiles. Avec ce type de prise de décisions unilatérales, il n'y a aucune garantie que cela ne se produira pas, aucune garantie pour la fédération de Russie de toutes façons.

Le Pacte de Varsovie a cessé d'exister il y a vingt ans, mais à notre grand regret au moins, l'expansion de l'OTAN se poursuit de plus belle. Actuellement, l'OTAN négocie activement l'admission de la Georgie et de l'Ukraine. De plus, elle traite de la question en termes guerriers : l'admission de ces pays serait une victoire sur la Russie alors que leur maintien en dehors équivaldrait à une capitulation.

Mais le vrai problème est que l'OTAN installe ses infrastructures militaires à proximité de nos frontières et qu'elle trace de nouvelles lignes de partage en Europe, cette fois le long de nos frontières de l'ouest et du sud. Peu importe ce que l'on nous raconte, il est tout à fait normal que nous considérions que ces actions sont menées contre nous. Mais lorsque nous essayons de faire remarquer que cela est objectivement contraire aux intérêts de la sécurité nationale de la Russie, tout le monde commence à devenir nerveux. Comment devrions-nous interpréter ce comportement?

Je voudrais vous faire comprendre clairement la logique de notre conduite. En aucun cas nous ne voulons d'affrontement. Le succès du développement de la Russie dépend de relations internationales sincères et équilibrées. Ce sont également les meilleures garanties de stabilité dans le monde.

Je voudrais insister sur le fait que nous sommes ouverts à toute coopération. Et que nous avons l'intention de coopérer de façon responsable et pragmatique. Les événements des deux derniers mois ont été accompagnés de leur lot de tragédies mais en même temps ils ont été un exemple de coopération pragmatique entre la Russie et l'Union européenne. Quand la Russie, l'Europe et le monde entier se sont trouvés confrontés à la crise du Caucase, nous avons fait en sorte d'agir rapidement et en concertation, avec un sens des responsabilités, en pensant à notre avenir européen commun. A ce sujet, je prends acte de l'action audacieuse et responsable du président français Nicolas Sarkozy.

Je suis convaincu que les peuples aspirent à la paix et à l'harmonie. Ils désirent coopérer; faire des affaires et échanger leurs expériences dans les domaines de la culture et de l'éducation. Ils désirent se rencontrer et communiquer en tant que voisins et amis. Et je ne doute pas que ces facteurs humains se manifesteront encore judicieusement et avec force.

Dans ce contexte, je pense qu'il est essentiel, et c'est un minimum, que nous joignons nos forces pour apaiser et même abandonner la rhétorique d'affrontement, qui, comme nous le savons, tôt ou tard, deviendrait inmaîtrisable.

Nous savons tous très bien que nous avons déjà vécu ce type d'échange de civilités à plusieurs reprises dans le passé. Nous pensions que nous avions tous appris que c'était absurde de nos jours. Plus important encore, qu'est-ce que cela nous apporte comme véritable solution à la crise? Tout cela est passéiste. La soviétologie est dépassée, mais la soviétologie, comme la paranoïa, est une maladie dangereuse. Et il est dommage qu'une partie de l'administration américaine en souffre encore.

Les gens devraient étudier la nouvelle Russie plutôt que de ranimer les fantômes soviétiques.

Mais je suis sûr qu'un "nouveau Fulton" et qu'une nouvelle édition de la Guerre froide ne sont pas à l'ordre du jour, quelque soit la profondeur à laquelle ces notions sont ancrées dans l'esprit de certains hommes politiques.

Au cours des deux derniers mois nous avons pu savoir clairement qui était prêt à aider la Russie dans une situation de crise, qui étaient nos vrais amis et qui ne l'étaient pas. Mais nous pensons que rien de fatal ou d'irréversible ne s'est produit. Et soyons francs: la situation actuelle représente une phase aiguë de la crise endémique de l'ensemble de la



politique Euro-Atlantique provoquée par le "syndrome unipolaire". Nous avons besoin maintenant de trouver un moyen de sortir de cette crise. Nous devons trouver une sortie tous ensemble.

Mesdames et Messieurs,

À partir de ce qui a été dit, je vais vous faire part de ma vision de ce que devraient être les principes d'auto-organisation dans un monde juste et multipolaire. Il ne fait aucun doute qu'ils devraient reposer sur des élaborations collectives et sur le respect du droit international.

La force utilisée en dehors de la loi engendre inévitablement l'imprévisibilité et le chaos quand tout le monde commence à se combattre, comme ce fut le cas en Iraq. Toute application sélective des dispositions fondamentales du droit international nuit à la légalité internationale. Mais la légalité ne peut pas être "sélective": soit elle existe soit elle n'existe pas.

Je pense que tous les pays, grands et petits, doivent résolument abandonner la guerre comme instrument politique. Si nous admettons que les relations internationales sont un compromis d'intérêts entre des États souverains et égaux, toute tentative visant à dominer et à atteindre ses propres objectifs au détriment des autres devrait être considérée comme amoral. Il est également impossible d'imposer à d'autres États nos propres lois nationales ou les décisions de nos tribunaux nationaux.

À cet égard, je tiens à souligner l'importance du maintien du rôle central et coordinateur des Nations unies en sa qualité d'organisation internationale la plus "plénopotentiaire". Il est plus important que jamais de renforcer et de faire respecter son autorité internationale et légale.

Maintenant quelques mots sur la nature et les premières leçons à tirer de la crise économique. Elle a été provoquée par l'égoïsme économique d'un certain nombre de pays. C'est quelque chose dont j'ai parlé pour la première fois en juin au Forum économique international de Saint-Pétersbourg. Comme nous le voyons, actuellement cette crise menace de compromettre la stabilité du développement de l'ensemble du monde.

Nos experts n'ont pas cessé de donner l'alerte sur les tendances de plus en plus négatives concernant les marchés des denrées alimentaires et le système financier. Avec franchise nous avons fait part de notre estimation de ces menaces futures dans les instances internationales, y compris lors du récent sommet du G8 au Japon.

Que faudrait-il faire?

Tout d'abord, je crois que dans ces circonstances inédites, nous avons besoin de rationaliser et de systématiser nos instances de régulation nationales et internationales.

Deuxièmement, nous avons besoin de mettre fin au grave déséquilibre qui existe entre le montant des instruments financiers émis et les rendements réels des programmes d'investissement. La course à la concurrence alimente les bulles financières, tandis que la responsabilité des entreprises devant leurs actionnaires est diluée et même érodée.

Troisièmement, le système de gestion des risques doit être renforcé. Chaque acteur du marché doit prendre sa part de risques et de responsabilités dès le départ. On ne devrait se faire aucune illusion sur la possibilité pour un avoir quelconque d'augmenter de valeur indéfiniment. Le monde ne fonctionne tout simplement pas de cette façon. C'est contraire aux lois de l'économie.

Quatrièmement, nous avons besoin, pour assurer le maximum de transparence de l'information et pour obtenir toutes les données des entreprises, de renforcer les exigences de contrôle et d'augmenter le degré de responsabilité des agences de notation et des entreprises d'audit.

Et enfin, cinquièmement, nous devons nous assurer que chacun tire avantage de l'élimination des obstacles au commerce international et de la libre circulation des capitaux. Malheureusement, nous ne sommes arrivés à comprendre cette nécessité qu'au travers d'une crise qui a fait baisser le niveau de vie et déstabilisé le monde des affaires.



Tous ces problèmes sont internationaux. Ils appellent à la mise au point et à l'utilisation de nouvelles technologies idoines, en politique et en économie. C'est dans le but de résoudre ces problèmes que la Russie a lancé son appel en faveur d'un changements dans l'architecture financière mondiale, d'une révision du rôle joué par les institutions actuelles et de la création de nouvelles institutions internationales, des institutions qui seraient capables de garantir une véritable stabilité.

Toute crise offre également une chance de résoudre des contradictions systémiques. Nous devons saisir cette occasion pour remettre à plat nos systèmes afin de prolonger et de maximiser les périodes de croissance de nos économies. La chance est encore à saisir, mais nous avons besoin d'intégrer dans nos esprits la nature multipolaire du monde, et les complexités de la mondialisation.

Le modèle économique unipolaire a déjà démontré son inefficacité pendant la crise des années 90. Les piliers du système - le FMI et l'OMC - en étaient sortis discrédités. Plus récemment, l'affaiblissement du dollar a créé toute une série de problèmes. Nous assistons actuellement à la décomposition du système financier mondial qui s'opère littéralement sous nos yeux.

L'exemple des États-Unis, et celui d'autres pays également, a montré qu'il n'y a qu'un pas entre le capitalisme auto-régulé et le socialisme financier. Qui plus est, nous les voyons prêts à nationaliser un actif après l'autre. Dans cette conjoncture il faudrait créer des facteurs de la stabilité sous la forme de nouvelles places financières et de monnaies régionales fortes, comme cela s'est déjà produit en Europe avec l'économie de l'UE et une monnaie régionale forte - l'euro.

La Russie va encourager activement ce processus de redressement du système financier international, et pas seulement dans les pays du G8. Il est clair maintenant qu'agir au travers du G8 seul ne suffit pas, et je suis heureux de voir que beaucoup de nos collègues américains commencent à le dire également.

Ce que je veux dire, c'est qu'il est nécessaire que d'autres économies majeures du monde soient également impliquées dans ce processus : la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud, et peut-être d'autres encore. En aucun cas l'Europe ne doit devenir le maillon faible et vulnérable.

La mondialisation doit être accompagnée par une augmentation du rôle des États en tant que garants de la réussite du développement national. Des structures collectives de gestion mondiale, quant à elles, devront agir comme arbitres pour assurer la compatibilité des différentes stratégies économiques.

À cet égard, je pense que l'idée du président Nicolas Sarkozy de tenir une réunion multilatérale pour examiner les problèmes du système financier mondial est une proposition opportune. Sa proposition de créer un espace économique commun entre l'Union européenne et la Russie est également avisée. Il nous serait ainsi plus facile d'assurer la stabilité de nos économies et de créer un véritable nouveau climat pour nos relations.

Je pense que nous pourrions également commencer à discuter ensemble de l'avenir de notre continent commun qu'est l'Europe. Plus précisément il s'agit du rôle de l'Europe dans l'économie mondiale et dans l'établissement d'un ordre mondial plus juste. Historiquement, la Russie fait partie de la civilisation européenne et pour nous, en tant qu'europeens, il est très important de savoir sur quelles valeurs sera bâti le monde futur.

Permettez-moi d'aborder la crise du Caucase. Je pense que tout ce qui peut être dit à propos de ses causes a déjà été dit. Nous avons pris nos décisions et leur motivation, je l'espère - est claire pour tous. En attendant, je tiens également à tous vous informer que le retrait des troupes russes de la zone de sécurité autour de l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie sera achevé aujourd'hui, avant minuit.

Les observateurs de l'Union européenne sont maintenant stationnés dans les zones de sécurité à la frontière entre l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie et la Géorgie, nous espérons, qu'ils mèneront à bien leur mission de garantir le non-recours à la force et de prévenir toute provocation de la part du régime de Tbilissi. C'est ce dont nous avons convenu avec l'Union européenne.

L'explosion du quartier général de nos forces de maintien de la paix à Tskhinvali montre à quel point la situation est dangereuse et quelles provocations sont possibles. De nombreux soldats de la paix russes ont été tués. Il s'agit d'un crime cruel de plus et les agresseurs seront punis.

Nous voudrions espérer que cette page tragique de l'histoire du Caucase a été tournée maintenant. Je tiens à souligner une fois de plus le rôle positif qu'a joué l'Union européenne en proposant une solution pacifique à la crise du Caucase. À un moment où d'autres forces dans le monde n'avaient pas la volonté ou la capacité de le faire, nous avons trouvé en l'UE un partenaire actif, responsable et pragmatique. Je pense que c'est la preuve de la maturité des relations entre la Russie et l'UE.

Maintenant, nous devons décider ensemble comment vivre l'après crise, comment éviter de nouveaux chocs et renforcer les bases de la sécurité internationale dans son ensemble.

Mesdames et Messieurs,

Personne ne peut ignorer le fait que, ni la diplomatie multilatérale, ni les mécanismes régionaux, ni la structure actuelle de la sécurité européenne, n'ont pu empêcher l'agression qui s'est produite. En particulier, l'approche basée sur l'OTAN a montré sa faiblesse. Nous devrions tirer des conclusions de cette situation.

La vision Euro-Atlantique doit prendre maintenant un tour positif. Les événements du Caucase n'ont fait que confirmer le bien fondé absolu du concept d'un nouveau traité sur la sécurité européenne. Il nous donnerait la possibilité de construire un système de sécurité complet, intégré et solide.

Ce système devrait être identique pour tous les États, en n'excluant personne et sans zones avec des niveaux de sécurité différents. Il devrait contribuer à consolider la zone Euro-Atlantique dans son ensemble sur la base de règles du jeu uniques. Et il devrait assurer, sous une forme précise et légalement contraignante, des garanties pour notre sécurité commune pendant de nombreuses années.

Mes interlocuteurs me demandent souvent ce qu'il y aurait de nouveau dans ce traité. Ici, à Évian, et pour la première fois, je voudrais vous en présenter quelques dispositions telles que je les imagine.

Premièrement. Le traité devrait clairement affirmer les principes de base pour la sécurité et les relations intergouvernementales dans la zone Euro-Atlantique. Ces principes comprennent l'engagement de respecter sincèrement les obligations découlant du droit international, le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États, et le respect, par tous, des autres principes énoncés dans le document véritablement fondamental que constitue la Charte des Nations unies.

Deuxièmement. Le caractère inadmissible du recours à la force, ou à la menace de son usage, dans les relations internationales, devrait être clairement affirmé. Il est fondamental que le Traité garantisse l'interprétation univoque et l'application de ces principes. Le Traité pourrait aussi constituer le ciment d'une approche unifiée de la prévention et du règlement pacifique des conflits dans l'espace Euro-Atlantique. L'accent devrait être mis sur des règlements négociés qui prennent en compte les positions des différentes parties et respectent strictement les mécanismes de maintien de la paix. Il serait peut-être utile de définir les procédures de règlement des conflits eux-mêmes.

Troisièmement. Il convient de garantir l'égalité de la sécurité, et je veux dire une sécurité égale et non tout autre type de la sécurité. À cet égard, nous devons nous baser sur les trois «non». À savoir, ne pas garantir sa propre sécurité au détriment des autres. Ne pas permettre des actes (par des alliances militaires ou des coalitions) qui fragiliseraient l'unité de l'espace de sécurité commun. Et, enfin, pas de constitution d'alliances militaires qui menaceraient la sécurité des autres signataires du Traité.

Nous avons besoin de nous concentrer sur les questions militaires et politiques parce que c'est la sécurité dure (militaire) qui joue actuellement un rôle déterminant. Et c'est dans ce domaine que l'on a pu récemment observer la carence la plus dangereuse en mécanismes de contrôle.



Quatrièmement. Il est important de confirmer dans le Traité qu'aucun État ou qu'aucune organisation internationale n'aura le droit exclusif de maintenir la paix et la stabilité en Europe. Ceci s'applique également et sans restrictions à la Russie.

Cinquièmement. Il serait bon de fixer des paramètres de base pour le contrôle des armes, et des limites raisonnables à la production d'armements. Nous avons également besoin de structures et de mécanismes de coopération dans des domaines tels que la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme et le trafic de drogues.

Notre travail conjoint sur le Traité devrait également estimer dans quelle mesure les structures établies par le passé répondent aux exigences actuelles. J'insiste sur le fait que nous ne cherchons pas à abolir ou même à affaiblir les structures dont nous disposons actuellement. Tout ce que nous voulons c'est réaliser ensemble des travaux plus harmonisés sur la base d'un ensemble de règles communes.

La pratique nous indiquera la meilleure plateforme pour les négociations. Et, si nous sommes d'accord pour aller plus loin dans ce projet, il sera essentiel d'y impliquer la communauté des experts internationaux.

Permettez-moi de souligner que nous sommes également ouverts à toute discussion sur d'autres dispositions possibles à ajouter au traité. Mais, en tout état de cause, nous devons accélérer nos efforts pour rénover l'architecture de la sécurité européenne. Si nous ne le faisons pas, nous la verrons se dégrader encore davantage et nous devons faire face à une crise grandissante en matière de sécurité et de contrôle des armements.

En réalité, le régime de non-prolifération dont nous avons hérité n'est pas le mieux adapté à la situation actuelle. Mais même ce régime n'a pas épuisé son potentiel d'efficacité, bien qu'il y ait des problèmes évidents tels que des fractures et des trous dans le Traité de non-prolifération nucléaire, une absence de progrès dans l'élaboration d'une Convention sur l'interdiction des armes biologiques et chimiques plus performante, et également les perspectives floues pour l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires.

Nous attachons une importance toute particulière à la conclusion d'un nouvel accord russo-américain sur le désarmement nucléaire qui soit juridiquement contraignant. Il devrait remplacer le Traité START qui expire en 2009. Mais ce dont nous avons besoin c'est d'un traité et non d'une déclaration. Nous espérons que les États-Unis répondront favorablement à notre proposition.

Tout ce que j'ai proposé aujourd'hui est d'une grande importance pour l'Europe. Je vous invite à ouvrir un dialogue honnête et franc dans un forum qui sera consacré uniquement à cette question. Les leaders de tous les pays européens et de toutes les organisations Euro-Atlantiques importantes pourront y participer, ainsi que tous ceux qui tiennent à l'avenir du monde, à un développement serein et à la paix des peuples. J'espère que nos voix seront entendues et que cette initiative sera encouragée.

Je vous remercie de votre attention.